

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de placement familial**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 25 novembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services de placement familial visés aux articles 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup> et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Les missions*

**Art. 2.** Le service de placement familial, ci-après dénommé le service, a pour missions :

1<sup>o</sup> d'organiser l'accueil et l'éducation, par des particuliers, d'enfants qui nécessitent une aide spécialisée en dehors de leur milieu familial de vie;

2<sup>o</sup> d'organiser la sélection de particuliers pouvant accueillir des enfants;

3<sup>o</sup> d'assurer la supervision ainsi que l'encadrement pédagogique et social des particuliers, y compris dans le cas où leur sélection n'a pas été opérée par le service;

4<sup>o</sup> de travailler au maintien des relations personnelles entre l'enfant, ses parents, ses frères et soeurs, sauf si l'instance de décision estime qu'il n'est pas possible ou contraire à l'intérêt de l'enfant;

5<sup>o</sup> de mettre en oeuvre des programmes d'aide en vue de la réinsertion des enfants dans leur milieu de vie d'origine, à l'issue de leur séjour en famille d'accueil, ou s'il échet toute solution alternative rencontrant l'intérêt du jeune;

6<sup>o</sup> sans préjudice de l'obligation de respecter le secret professionnel et de l'article 11 du décret visé à l'article 1<sup>er</sup>, d'apporter une information exhaustive sur les antécédents familiaux et de santé du jeune ainsi que sur les motivations et les objectifs du placement.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le service travaille sous mandat d'une instance de décision qui est le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

§ 2. Le mandat précise la nature de l'aide à apporter, les objectifs à poursuivre, les motifs de la mission confiée au service, et sa durée. Le mandat ne peut concerner qu'un seul jeune.

L'instance de décision peut décerner un mandat pour préparer l'accueil du jeune par un particulier, ce mandat ne peut excéder une durée de deux mois.

§ 3. Le service adresse un rapport à l'instance de décision, dans un délai de deux mois qui suit la date du mandat. Ce rapport précise les demandes de l'instance de décision, et éventuellement celles des bénéficiaires, il contient une analyse de la situation et les particularités du programme d'aide envisagé.

Un rapport complémentaire est adressé au moins tous les six mois à l'instance de décision et chaque fois que celle-ci en fait la demande.

Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

Sans préjudice de l'article 11 du décret visé à l'article 1<sup>er</sup>, le service transmet également copie des rapports à la famille d'accueil.

§ 4. Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément. Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

§ 5. Un particulier ne peut accueillir plus de trois enfants, sauf si un frère ou une sœur de l'enfant est déjà accueilli par ce particulier.

CHAPITRE III. — *Conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions*

**Art. 4.** Lorsque le pouvoir organisateur du service est une association sans but lucratif, telle que visée à l'article 3, 1<sup>o</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, cette association doit avoir pour objet exclusif d'assurer les missions visées à l'article 2.

CHAPITRE IV. — *Le subventionnement**Section 1re.* — Dispositions générales concernant les subventions pour frais de personnel et de fonctionnement

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Les prises en charge de jeunes confiés par d'autres instances que celles visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, sont autorisées dans la limite du nombre de situations visées par le projet pédagogique du service.

§ 2. 1° Les prises en charge visées au § 1<sup>er</sup> ne sont pas prises en considération pour l'octroi des subventions provisionnelles pour frais de personnel et des subventions forfaitaires pour frais de fonctionnement : l'ensemble des subventions précitées est réduite proportionnellement aux journées de prise en charge des jeunes confiés par les instances de décision visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

2° Le calcul des subventions provisionnelles précitées allouées pour une année est fixé provisoirement sur la base de la situation de la population constatée le dernier jour du mois d'octobre de l'année précédant l'année concernée et fixé définitivement sur la base de la situation de population de l'année concernée. Le calcul provisoire peut être adapté en fonction de l'évolution de la situation de population, notamment lorsque le calcul provisoire est préjudiciable au service.

3° Les dépenses annuelles justifiant des subventions provisionnelles précitées sont réduites proportionnellement au nombre de journées afférentes à la prise en charge de jeunes confiés par les instances de décision visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Les prises en charge de jeunes confiés par d'autres instances que celles visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, au-delà du nombre de situations visées par le projet pédagogique du service, n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des subventions pour frais de personnel et de fonctionnement.

*Section 2.* — Les subventions pour frais de personnel

**Art. 6.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté visé à l'article 4 est accordée aux services sur la base des normes d'effectif fixées comme suit en fonction du nombre de situations visées par le projet pédagogique :

a) 1° pour les services de moins de 120 situations visées : 0,25 assistant social ou psychologue;

2° pour les services de 120 situations visées et plus : 0,5 assistant social ou psychologue.

b) en plus, pour tous les services :

1° 0,5 assistant social ou auxiliaire social ou éducateur classe 1 par 15 situations;

2° 0,25 administratif par 15 situations;

3° 0,25 directeur avec le barème A par 45 situations, avec un maximum de 1;

4° 0,25 psychologue par 45 situations; avec un maximum de 1 pour l'application de cette norme;

5° 0,25 docteur en médecine ou psychologue par 60 situations; avec un maximum de 1 pour l'application de cette norme.

Les frais d'honoraire de médecins peuvent être pris en compte et justifiés pour les frais de personnel, à concurrence de 1 255 francs indexables par heure de prestation.

Les dépenses de frais de personnel d'un médecin conventionné avec le service sont considérées pour la justification des dépenses en frais de personnel.

**Art. 7.** Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article 5, seules les fonctions visées à l'article 6 ainsi que les fonctions de personnel technique sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté visé à l'article 4.

*Section 3.* — Subventions pour frais de fonctionnement

**Art. 8.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 4 accordée au service et fixée à 22 127 francs indexables par situation visée par le projet pédagogique.

CHAPITRE V. — *Dispositions particulières relatives à l'agrément  
et au subventionnement de services de placement familial d'urgence ou à court terme*

**Art. 9.** Les services de placement familial qui présentent un projet pédagogique visant l'accueil de jeunes par des particuliers pour une période de 15 jours peuvent être agréés comme service de placement familial d'urgence.

La durée de l'accueil peut être prolongée, après évaluation, pour un mois maximum.

Les services de placement familial qui présentent un projet pédagogique visant l'accueil de jeunes pour une période de trois mois au maximum, par des particuliers sélectionnés pour ce type de prises en charge, peuvent être agréés comme service de placement familial à court terme.

La durée de l'accueil peut être prolongée, après évaluation, deux fois au maximum.

Pour l'application de l'article 3, § 4, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément. Le nombre de situations effectives est déterminé par les mandats confiés au service.

Les services visés à l'article 9, § 1<sup>er</sup> et § 2 adressent un rapport à l'instance de décision dans les délais de l'accueil.

**Art. 10.** Les services visés à l'article 9 peuvent pour une durée maximale de 48 heures, prendre en charge sans mandat d'une instance de décision d'autres jeunes âgés de moins de 18 ans, à la demande d'un particulier. Une telle prise en charge ne peut être effectuée pour un même jeune qu'une fois par semestre.

Les services visés à l'article 9 peuvent, pour un délai maximum de quarante-huit heures, prendre en charge sans mandat d'une instance de décision d'autres jeunes âgés de moins de 18 ans, sur demande motivée du Procureur du Roi, d'un service d'aide en milieu ouvert ou d'un service d'aide et d'intervention éducative dans le respect des dispositions fixées à l'article 7 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

**Art. 11.** Pour les services agréés visés à l'article 9, les modalités suivantes sont d'application :

1° La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté visé à l'article 4, est accordée sur la base des normes d'effectif suivantes :

- 1 directeur;
- 2 assistants sociaux;
- 1 rédacteur;

soit 4 fonctions temps plein.

2° La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté visé à l'article 4, est accordé sur la base des montants annuels suivants :

- a) 796 268 francs indexables pour les services de placement familial à court terme;
- b) 912 699 francs indexables pour les services de placement familial d'urgence.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les services qui étaient agréés et subventionnés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sur la base de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, sont agréés de plein droit sur la base du présent arrêté, à partir de sa date d'entrée en vigueur. Le nombre de situations visées agréées est pour chaque service équivalent à sa capacité subventionnée fixée sur base de l'arrêté du 7 décembre 1987 précité.

§ 2. Les services qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté étaient agréés et conventionnés, sur la base de l'article 61 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, pour un projet pédagogique similaire à celui visé au chapitre V du présent arrêté, restent agréés et conventionnés jusqu'à leur agrément sur la base du présent arrêté, pour autant qu'ils aient introduit une demande d'agrément sur la base du présent arrêté dans les quatre mois à dater de son entrée en vigueur.

L'agrément sur base du présent arrêté doit être pris au plus tard endéans les vingt-quatre mois à dater de son entrée en vigueur.

**Art. 13.** Les emplois visés à l'article 6, a) sont attribués à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à concurrence d'une subvention provisionnelle annuelle pour frais de personnel de 1 300 000 francs par emploi équivalent temps plein.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 14.** Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,  
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

#### VERTALING

N. 99 — 1567

[C - 99/29248]

**15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor plaatsing in gezinnen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 25 november 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999 over de aanvraag om plaatsing aan de Raad van State, dat binnen een termijn van niet langer dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** De bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor plaatsing in gezinnen bedoeld bij de artikelen 1, 14°, en 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden in dit besluit vastgelegd.

HOOFDSTUK II. — *De opdrachten*

**Art. 2.** De dienst voor plaatsing in gezinnen, hierna de dienst genoemd, heeft als opdracht :

1° te zorgen voor de opvang en de opvoeding door particulieren van kinderen die een gespecialiseerde hulp buiten hun familiaal leefmilieu nodig hebben;

2° de selectie te organiseren van particulieren die kinderen kunnen opvangen;

3° te zorgen voor de supervisie en de pedagogische en sociale begeleiding van de particulieren, ook in het geval dat hun selectie niet door de dienst werd uitgevoerd;

4° te ijveren voor het behoud van de persoonlijke betrekkingen tussen het kind, zijn ouders, zijn broers en zusters, behoudens indien de beslissingsinstantie van oordeel is dat het niet mogelijk is of strijdig is met het belang van het kind;

5° programma's inzake hulpverlening in het werk te stellen met het oog op de wederopneming van de kinderen in hun leefmilieu van herkomst, op het einde van hun verblijf in een opvanggezin, of desgevallend elke alternatieve oplossing die het belang van de jongere ten goede komt;

6° onverminderd de verplichting het beroepsgeheim te respecteren en onverminderd artikel 11 van het in artikel 1 bedoeld decreet, een grondige informatie te bezorgen over het verleden van de jongere op familiaal en gezondheidsvlak alsook over de motivaties en de doelstellingen van de plaatsing.

**Art. 3. § 1.** De dienst werkt op mandaat van een beslissingsinstantie d.i. de adviseur voor de hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank, in het kader van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

§ 2. Het mandaat vermeldt de te bezorgen hulp, de nagestreefde doeleinden, de redenen van de opdracht die aan de dienst werd toevertrouwd en de duur ervan. Het mandaat mag op niet meer dan een jongere betrekking hebben.

De beslissingsinstantie kan een mandaat toekennen om een particulier op de opvang van de jongere voor te bereiden; dit mandaat mag niet langer dan twee maanden duren.

§ 3. De dienst stuurt een eerste verslag naar de beslissingsinstantie binnen de twee maanden die volgen op de datum van het mandaat. In dit verslag worden de verzoeken van de beslissingsinstantie en eventueel die van de gerechtigden vermeld, waarbij een analyse van de situatie en bijzonderheden van het programma van de overwogen hulpverlening worden gevoegd.

Een bijkomend verslag wordt ten minste om de zes maanden aan de beslissingsinstantie gezonden en elke keer dat deze erom verzoekt.

Wanneer het centrum door de jeugdrechtbank gemachtigd werd, zendt het een afschrift van de verslagen naar de dienst voor gerechtelijke bescherming.

Onverminderd artikel 11 van het in artikel 1 bedoelde decreet zendt de dienst ook een afschrift van de verslagen naar het opvanggezin.

§ 4. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject het gemiddeld aantal situaties die gelijktijdig kunnen behandeld worden. Het aantal effectieve situaties wordt bepaald door het aantal mandaten toevertrouwd aan de dienst. De aanvang van de tenlasteneming stemt overeen met de datum van het mandaat.

§ 5. Een particulier mag niet meer dan drie kinderen opvangen, uitgezonderd wanneer een broer of een zuster van het kind reeds wordt opgevangen door die particulier.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen*

**Art. 4.** Wanneer de inrichtende macht van de dienst een vereniging zonder winstoogmerk is, zoals bedoeld bij artikel 3, 1° van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, moet die vereniging als uitsluitend doel hebben de in artikel 2 bedoelde opdrachten uit te voeren.

HOOFDSTUK IV. — *De betoelaging**Afdeling 1. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen voor personeels- en werkingskosten*

**Art. 5. § 1.** De tenlastenemingen van jongeren die worden toevertrouwd door andere instanties dan deze bedoeld bij artikel 3, § 1, zijn toegelaten binnen de perken van het aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject van de dienst.

§ 2. 1° De tenlastenemingen bedoeld bij § 1 komen niet in aanmerking voor de toekenning van de provisionele toelagen voor personeelskosten en de vaste toelagen voor werkingskosten: al de voormelde toelagen worden verminderd in evenredigheid met de dagen tenlasteneming van de jongeren toevertrouwd door de beslissingsinstanties bedoeld bij artikel 3, § 1.

2° De berekening van de voormelde provisionele toelagen toegekend voor een jaar wordt voorlopig vastgesteld op basis van de toestand van de bevolking vastgesteld op de laatste dag van oktober van het jaar dat aan het jaar waarvan sprake voorafgaat, en definitief vastgesteld op basis van de toestand van de bevolking van het betrokken jaar. De voorlopige berekening kan aangepast worden volgens de evolutie van de toestand van de bevolking, inzonderheid wanneer de voorlopige berekening nadelig uitvalt voor de dienst.

3° De jaarlijkse uitgaven die voormelde provisionele toelagen verantwoorden, worden evenredig verminderd met het aantal dagen die afhangen van de tenlasteneming van jongeren toevertrouwd door de beslissingsinstanties bedoeld bij artikel 3, § 1.

§ 3. De tenlastenemingen van jongeren toevertrouwd door andere instanties dan deze bedoeld bij artikel 3, § 1 boven het aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject van de dienst, komen niet in aanmerking voor de berekening van de toelagen voor personeels- en werkingskosten.

*Afdeling 2. — De toelagen voor personeelskosten*

**Art. 6.** De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit bedoeld bij artikel 4 wordt aan de diensten toegekend op basis van de bestandsnormen die als volgt bepaald worden volgens het aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject :

- a) 1° voor de diensten van minder dan 120 beoogde situaties : 0,25 maatschappelijk assistent of psycholoog;
- 2° voor de diensten van meer dan 120 beoogde situaties : 0,5 maatschappelijk assistent of psycholoog;
- b) daarenboven, voor al de diensten :
  - 1° 0,5 maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent in strafinrichtingen of opvoeder 1e klasse per 15 situaties;
  - 2° 0,25 administratief per 15 situaties;
  - 3° 0,25 directeur met de weddeschaal A per 45 situaties, met een maximum van 1;
  - 4° 0,25 psycholoog per 45 situaties; met een maximum van 1 voor de toepassing van deze norm;
  - 5° 0,25 doctor in de geneeskunde of psycholoog per 60 situaties; met een maximum van 1 voor de toepassing van die norm.

De honoraria van de artsen kunnen in rekening genomen en verantwoord worden voor de personeelskosten, ten belope van het indexeerbaar bedrag van 1 255 BEF per uur prestatie.

De uitgaven voor personeelskosten van een arts die met de dienst een overeenkomst heeft gesloten, worden in aanmerking genomen voor de verantwoording van de uitgaven voor personeelskosten.

**Art. 7.** Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse toelage bedoeld bij artikel 5, komen enkel de ambten bedoeld bij artikel 6 alsook de ambten van technisch personeel in aanmerking in de personeelscategorieën vermeld in bijlage 3 van het besluit bedoeld bij artikel 4.

*Afdeling 3. — Toelagen voor werkingskosten*

**Art. 8.** De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij artikel 4 wordt toegekend aan de dienst en vastgesteld op het indexeerbaar bedrag van 22 127 BEF per situatie bedoeld bij het opvoedingsproject.

**HOOFDSTUK V. — Bijzondere bepalingen betreffende de erkenning en de betoelaging van diensten voor plaatsing in gezinnen bij wijze van dringende maatregel of op korte termijn**

**Art. 9.** De diensten voor plaatsing in gezinnen die een opvoedingsproject voorleggen met het oog op de opvang van jongeren door particulieren voor een periode van 14 dagen kunnen erkend worden als dienst voor dringende plaatsing in gezinnen.

De duur van de opvang kan voor ten hoogste een maand verlengd worden na evaluatie.

De diensten voor plaatsing in gezinnen die een opvoedingsproject voorleggen met het oog op de opvang van jongeren voor een periode van ten hoogste drie maanden door particulieren die voor dit soort tenlastenemingen geselecteerd zijn, kunnen erkend worden als dienst voor plaatsing in gezinnen op korte termijn. De duur van de opvang kan voor ten hoogste tweemaal verlengd worden na evaluatie.

Voor de toepassing van artikel 3, § 4, moet verstaan worden onder aantal situaties beoogd door het opvoedingsproject het gemiddeld aantal situaties die gelijktijdig door de dienst kunnen behandeld worden. Het aantal effectieve situaties wordt bepaald door de mandaten toegekend aan de dienst.

De bij artikel 9, § 1 en § 2, bedoelde diensten sturen een verslag naar de beslissingsinstantie binnen de tijd van de opvang.

**Art. 10.** De diensten bedoeld bij artikel 9 kunnen op het verzoek van een particulier andere jongeren van minder dan 18 jaar ten laste nemen voor ten hoogste 48 uur zonder mandaat van een beslissingsinstantie. Een dergelijke tenlasteneming kan voor eenzelfde jongere slechts eenmaal per semester verricht worden.

De diensten bedoeld bij artikel 9 kunnen voor ten hoogste 48 uur op gemotiveerd verzoek van de Procureur des Konings, van een dienst voor hulpverlening in open milieu of van een dienst voor hulpverlening en educatief optreden andere jongeren van minder dan 18 jaar ten laste nemen zonder mandaat van een beslissingsinstantie, met naleving van de bepalingen vastgesteld bij artikel 7 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

**Art. 11.** Voor de erkende diensten bedoeld bij artikel 9 zijn de volgende modaliteiten van toepassing :

1° De provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten bedoeld bij de artikelen 31 tot 33 van het besluit bedoeld bij artikel 4 wordt, toegekend op basis van de volgende bestandsnormen :

- 1 directeur;
- 2 maatschappelijk assistenten;
- 1 opsteller;

dit zijn 4 voltijdse ambten.

2° De provisionele jaarlijkse toelage voor werkingskosten bedoeld bij de artikelen 35 en 36 van het besluit bedoeld bij artikel 4 wordt toegekend op basis van de volgende jaarlijkse bedragen :

- a) 796 268 BEF, indexeerbaar, voor de diensten voor plaatsing in gezinnen op korte termijn;
- b) 912 699 BEF, indexeerbaar, voor de diensten voor dringende plaatsing in gezinnen.

*HOOFDSTUK VI. — Overgangsbepalingen*

**Art. 12.** § 1. De diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkend en gesubsidieerd waren op basis van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, zijn van rechtswege vanaf de datum van de inwerkingtreding ervan erkend op basis van dit besluit.

Het aantal erkende situaties die bedoeld zijn, komt voor elke dienst overeen met zijn gesubsidieerde capaciteit bepaald op basis van voormeld besluit van 7 december 1987.

§ 2. De diensten die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit erkend waren en een overeenkomst hadden gesloten op basis van artikel 61 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, voor een opvoedingsproject dat van dezelfde aard is als het project bedoeld bij hoofdstuk V van dit besluit, blijven erkend en onderworpen aan de overeenkomst tot hun erkenning op basis van dit besluit, voor zover zij binnen de vier maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot erkenning hebben ingediend op basis van dit besluit.

De erkenning op basis van dit besluit moet uiterlijk binnen de vierentwintig maanden te rekenen vanaf zijn inwerkingtreding, worden getroffen.

**Art. 13.** De betrekkingen bedoeld bij artikel 6, a) zijn toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, ten belope van een provisionele jaarlijkse toelage voor personeelskosten van 1 300 000 BEF per betrekking die overeenstemt met een volledige dagtaak.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 14.** De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,  
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1568

[C - 99/29258]

#### **15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 7 octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

#### CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide en milieu ouvert visés aux articles 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup> et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, sont fixées par le présent arrêté.

#### CHAPITRE II. — *Les missions*

**Art. 2.** Le service d'aide en milieu ouvert, ci-après dénommé le service, a pour activité l'aide préventive au bénéfice des jeunes dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec l'environnement social. L'aide préventive comporte nécessairement l'aide individuelle, l'action communautaire et éventuellement l'action collective. Ces trois dimensions, telles que définies aux chapitres III, IV et V du présent arrêté, sont intégrées et sous-tendues par un même objectif de prévention.

Complémentairement à sa mission principale définie au § 1<sup>er</sup>, le service peut développer toute activité de prévention qui contribue à atteindre son objectif principal;

Le service peut également, après accord du Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, exercer une action de recherche, d'expertise et de développement du secteur visant à l'amélioration des pratiques développées par les services qui contribuent à l'application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Le service intervient au bénéfice de toute personne visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du décret précité.

#### CHAPITRE III. — *L'aide individuelle*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'aide individuelle est une aide sociale et éducative. Elle vise à favoriser l'épanouissement personnel du jeune dans son environnement social et familial, afin notamment de prévenir la rupture avec cet environnement ou toute dégradation de situation de rupture avec cet environnement.